

intérêts maritimes. Il y fut accueilli avec enthousiasme. Ravez n'avait point appelé l'étranger, mais il fut des premiers à saluer un prince français qui se présentait comme un gage de pacification entre la France et l'Europe. Ravez obéissait d'ailleurs aux sentiments de toute sa vie; il avait toujours considéré la monarchie constitutionnelle comme l'œuvre la plus accomplie de la civilisation moderne, la transaction suprême entre la stabilité et le progrès, le dernier terme où le despotisme et la république se rencontreraient quelque jour pour fixer les destinées des peuples. Il avait toujours espéré que la maison de Bourbon serait appelée à doter son pays de la paix et de la liberté.

Le duc d'Angoulême sut l'apprécier et l'appela dans ses conseils en même temps que Lainé.

Bientôt l'invasion de la capitale et l'abdication de Fontainebleau remirent la France aux mains de ses anciens rois. Leur première pensée devait être de l'arracher à la pression des étrangers qui, de toutes parts, occupaient son territoire.

Le Prince chargea Ravez de parcourir plusieurs villes du Midi et de substituer l'administration civile de la France à celle des puissances coalisées. La mission était délicate, il fallait que le droit désarmé prévalût sur la force victorieuse. Ravez s'acquitta de sa tâche avec une courageuse fermeté. Il fut spécialement autorisé à pénétrer jusqu'au quartier général de Wellington, où il eut l'honneur de défendre les droits du commerce français contre les haines jalouses et mal déguisées de l'Angleterre.

De tels services ouvraient à Ravez le chemin des plus hauts honneurs politiques auxquels Lainé se vit promptement appelé; Ravez préféra ceux de sa toge et resta avocat. Mais s'il n'avait pas suivi ses amis dans la grandeur, il ne tarda pas à leur montrer sa fidélité dans la disgrâce. Les Cent-Jours vinrent. Le 20 mars surprit la duchesse d'An-